



Candidat

BRICE Georges

né à LOMME - 35 ans

Professeur de C.E.G. - 2 enfants

Membre du Mouvement de Résistance
VOIX DU NORD, matricule 150.048

Médaille commémorative 39/45

Secrétaire du bureau de la Commission
des affaires culturelles,
familiales et sociales

Membre de la Commission Sociale
Centrale des Rapatriés

Vice-président de l'Amicale
parlementaire d'Etudes tabacoles

Membre de la Commission nationale
Consultative des Assurances sociales
agricoles

Député sortant



Remplaçant éventuel

ROUSSEAUX Gérard

né à LOOS-LEZ-LILLE - 36 ans

Chef de service exportation

Marié, 3 enfants - Licencié en droit

Ancien Conseiller Municipal de LOOS

Ancien champion de France universitaire
et militaire d'athlétisme

Georges BRICE

Candidat d'Union Républicaine

pour une politique de progrès

Electrices, Electeurs,

IL Y A QUATRE ANS, lorsque vous m'avez élu comme député de votre circonscription, la FRANCE s'engageait résolument sur le chemin du Renouveau National, mais tout ou presque restait à faire.

DEPUIS QUATRE ANS, beaucoup de travail a été fait : j'ai participé activement à l'œuvre de rénovation française et par mes efforts pour la réalisation du programme que je vous avais soumis, j'ai fait tout ce qu'il m'était possible de faire pour que la FRANCE soit debout.

Si vous reprenez mon programme d'il y a quatre ans, vous pouvez constater que je m'y suis tenu fidèlement ; sur un seul point, celui de la politique algérienne, j'ai dû faire un choix car mon programme était, mais qui pouvait le penser à ce moment, contradictoire.

Je me donnais, comme premier objectif, de « soutenir efficacement l'action du Général de Gaulle pour ramener la paix dans notre Algérie Française. » Il se fait que j'ai eu à choisir entre le Général de Gaulle et l'Algérie Française. Certains m'ont donné tort, d'autres raison. Etait-il possible ou non d'arriver à la solution que je croyais la meilleure, la plus française ? La seule réponse que je veux faire est que j'ai agi selon ma conscience mais je crois qu'il est temps de ne plus se diviser sur ce problème qui a tant déchiré, qui a tant fait souffrir la FRANCE depuis huit ans.

AUJOURD'HUI DONC,

- les institutions de la V^{me} République sont en place, légalisées par la volonté du peuple,
- la stabilité gouvernementale est assurée par la constitution que vous avez adoptée à une large majorité,
- le redressement économique et financier est réalisé,
- la place de la FRANCE dans le monde est restaurée.

IL NE PEUT ETRE QUESTION DE REVENIR AUX JEUX STERILES ET NEFASTES DE LA IV^{me} REPUBLIQUE, et je vous demande donc le renouvellement de votre confiance sur un **PROGRAMME DE PROGRES**, pour réaliser cette FRANCE plus belle, plus humaine, plus fraternelle que nous souhaitons tous.

Ce que le pays attend de tous les hommes politiques, c'est qu'ils s'entendent pour que la V^{me} République continue de construire ; j'entends donc défendre ce programme avec tous ceux qui le voudront car le concours de tous est indispensable.

Votez Union... Votez BRICE !..

UN PROGRAMME DE PROGRÈS

pour une France plus belle, plus humaine, plus fraternelle.

DEFENSE DE LA LIBERTE

Les libertés individuelles, les libertés collectives, notamment la liberté syndicale, assurent la dignité de l'homme et doivent être défendues.

EXTENSION DE LA JUSTICE SOCIALE

- par la **garantie de la stabilité** et de la **sécurité de l'emploi**,
 - par une **juste rémunération du travail** : le SMIG et les salaires en général doivent progresser non seulement en fonction du coût de la vie, mais aussi pour faire participer tous les travailleurs aux bienfaits du progrès,
 - par une **revalorisation des Allocations familiales** et l'instauration d'un système automatique garantissant l'augmentation des Allocations Familiales en même temps que l'augmentation des salaires.
- Pour ces deux points, il faut que le Gouvernement, au moyen d'une table ronde réunissant syndicats ouvriers et patronaux, associations familiales et représentants du Parlement, définisse des budgets types garantissant une vie décente tant sur le plan individuel que sur le plan familial,
- par une **réforme de la Sécurité Sociale** donnant aux travailleurs une plus grande responsabilité dans la gestion et le contrôle de leur argent,
 - par une **politique plus généreuse envers les personnes âgées** qui ne peuvent être pénalisées parce que les institutions sociales n'ont pas commencé à fonctionner assez vite (rétablissement du rapport constant pour les anciens combattants, revalorisation des rentes viagères, amélioration du taux des pensions, garantie d'un minimum décent pour toutes les personnes âgées),
 - par une **politique de promotion sociale** garantissant à tous la possibilité d'utiliser au mieux leurs capacités.

PROGRES ECONOMIQUE

- par une **administration qualifiée** : fonctionnaires mieux payés, davantage responsables de leurs actes et disposant d'un équipement plus moderne,
- par l'encouragement de l'initiative individuelle dans le cadre de la libre entreprise, dans le commerce, l'industrie, l'artisanat avec une planification « à la française », c'est-à-dire librement discutée et concertée,
- par la **réalisation de la parité pour l'agriculture** : pour être forte et prospère, la FRANCE a besoin d'une agriculture en expansion et d'agriculteurs obtenant une juste rémunération de leur travail et de leurs investissements,
- par une **réforme de la fiscalité** assurant une plus juste répartition des charges entre les Français, une simplification, une limitation des déclarations.

POLITIQUE DU LOGEMENT

- La solidarité nationale doit s'exercer pour assurer un **logement décent à tous les Français**, notamment aux **jeunes ménages et aux personnes âgées**,
- L'accession à la propriété individuelle du logement doit être favorisée.

Ce programme, résumé évidemment, vous montre l'esprit dans lequel j'entends exercer mon mandat : je ne serai jamais le député d'un clan, mais je serai toujours, avec Gérard ROUSSEAUX, à la disposition de tous les électeurs, quels qu'ils soient, et au service de l'intérêt général.

Pour une politique de Progrès

Vive la République

Vive la France!..

EDUCATION NATIONALE

- Mobilisation de tous les moyens nécessaires pour donner à tous les enfants de France les **locaux scolaires** dont ils ont besoin.
- **Revalorisation des traitements** du personnel enseignant pour avoir un recrutement de qualité.
- **Démocratisation de l'enseignement** : la sélection par la richesse ne doit plus exister.
- **Respect de la liberté** qu'ont les familles de faire donner à leurs enfants l'éducation de leur choix tout en maintenant l'**Unité de l'Université**.

POLITIQUE DE LA JEUNESSE

- Multiplication des **Maisons de jeunes** et de la culture dans les villes et les villages.
 - Développement de l'**équipement sportif** : stades, piscines.
 - Multiplication des **centres de formation** de professeurs et de moniteurs d'Education physique et sportive.
- Les jeunes Français apprendront ainsi à utiliser sainement les loisirs toujours plus grands que permettra la réduction des horaires de travail, réduction rendue possible dans un proche avenir par les progrès de la modernisation.

DEFENSE NATIONALE

- **Réduction du service militaire à un an maximum** pour ne retenir le soldat que le temps nécessaire à son instruction, aux nécessités de la défense nationale et au respect de nos engagements dans le cadre de l'OTAN.
- Modernisation de l'armée lui assurant l'efficacité et la rapidité indispensables.
- Constitution de corps spécialisés hautement qualifiés et de carrière pour les unités d'armement atomique et d'intervention immédiate.

DÉFENSE DE LA COMMUNE ET DES STRUCTURES LOCALES

Il faut :

- retirer aux communes les charges qui incombent à l'Etat,
- assurer l'indépendance budgétaire des communes,
- créer une **caisse nationale d'équipement** pour accélérer les réalisations municipales indispensables.

POLITIQUE ETRANGERE

- **Défendre le monde libre** dans le cadre de l'Alliance Atlantique, l'OTAN devant être un groupe de nations associées dans tous les domaines en vue d'atteindre les objectifs qui feront reculer définitivement la guerre.
- **Continuer la construction européenne** sur les plans économique, social et politique.

RAPATRIES

- Leur fournir tous les moyens leur permettant de retrouver la place à laquelle ils ont droit dans la nation, et notamment en réparant comme dommages de guerre les préjudices qu'ils ont subis.

Vu le candidat,

Georges BRICE

Vu le remplaçant éventuel,

Gérard ROUSSEAUX